



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est**

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Marché de travaux**

**Consultation n° 2025SGAMI57025**

**Mise en place de VMC et Réfection de logements  
Caserne de l'EGM de BELLEVILLE SUR MEUSE (55)**

Marché passé selon la procédure adaptée

# SOMMAIRE

<b>1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET.....	4
1.2 LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
1.4 ALLOTISSEMENT.....	4
1.5 TRANCHES.....	4
1.6 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
1.7 INTERVENANTS.....	4
1.7.1 Maître d'ouvrage.....	4
1.7.2 Maîtrise d'œuvre.....	5
1.7.3 Bureau de contrôle.....	5
1.7.4 Coordonnateur SPS.....	5
1.7.5 OPC.....	5
1.8 DURÉE.....	5
1.9 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	5
1.9.1 Délai initial.....	5
1.9.2 Prolongation du délai d'exécution.....	6
1.10 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	7
1.11 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
<b>2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>7</b>
<b>3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b>8</b>
<b>4 DISPOSITIONS SOCIALES.....</b>	<b>8</b>
4.1 CONDITION D'EXÉCUTION RELATIVE À L'INSERTION DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI.....	8
4.2 PUBLICS ÉLIGIBLES.....	9
4.3 LES MODALITÉS DE RÉALISATION.....	11
4.4 LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES D'INSERTION.....	11
4.5 LA GLOBALISATION DES HEURES D'INSERTION.....	12
4.6 SUIVI ET CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	12
4.7 DIFFICULTÉS ÉVENTUELLES DE RÉALISATION.....	13
4.8 LES PÉNALITÉS POUR INOBSERVATION DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	13
4.9 9 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RGPD.....	13
<b>5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>13</b>
5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	13
5.2 TITULAIRE ÉTRANGER.....	14
5.3 CO-TRAITANCE.....	14
5.4 SOUS-TRAITANT.....	14
5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG.....	15
5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS.....	16
5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	16
5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	16
5.8.1 Obligation de confidentialité.....	16
5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site.....	17
5.8.3 Mesures de sécurité.....	18
5.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	19
5.10 CONNAISSANCE DU SITE.....	19
5.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	19
5.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	20

<b>6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>20</b>
6.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX.....	20
6.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	21
6.2.1 <i>Programme d'exécution des travaux</i> .....	21
6.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	21
6.4 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	21
6.4.1 <i>Installation de chantier</i> .....	21
6.4.2 <i>Signalisation de chantier</i> .....	21
6.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER.....	22
6.5.1 <i>Gestion des déchets et nettoyage de chantier</i> .....	22
6.5.2 <i>Repliement des installations et remise en état</i> .....	22
6.5.3 <i>Documents à fournir</i> .....	22
<b>7 RÉGIME FINANCIER.....</b>	<b>23</b>
7.1 FORME DES PRIX.....	23
7.2 RÉVISION DES PRIX.....	23
7.3 AVANCE.....	24
7.4 ACOMPTES.....	25
7.5 RETENUE DE GARANTIE.....	25
7.6 CESSIION OU NANTISSEMENT.....	26
<b>8 RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>26</b>
8.1 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION.....	26
8.2 GARANTIES.....	26
8.2.1 <i>Garantie de parfait achèvement</i> .....	26
8.2.2 <i>Garantie de bon fonctionnement</i> .....	26
8.2.3 <i>Garantie décennale</i> .....	27
<b>9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>27</b>
9.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS.....	27
9.2 DEMANDES DE PAIEMENTS MENSUELLES.....	27
9.3 PAIEMENT FINAL — DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL — SOLDE.....	27
9.4 PRÉSENTATION DES FACTURES.....	28
9.5 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	29
9.6 PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	29
9.7 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	30
<b>10 PÉNALITÉS.....</b>	<b>30</b>
<b>11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>32</b>
<b>12 RÉSILIATION.....</b>	<b>32</b>
<b>13 MÉDIATION.....</b>	<b>33</b>
<b>14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....</b>	<b>33</b>
<b>15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>34</b>
<b>16 DÉROGATIONS.....</b>	<b>34</b>

## **1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 OBJET**

La consultation a pour objet la mise en place de VMC dans les bâtiments logements, de réfection de 26 logements et de sanitaires au sein la Caserne de l'EGM de BELLEVILLE SUR MEUSE (55430)– Quartier BAYARD.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) (1 pour chaque lot)

### **1.2 LIEU D'EXÉCUTION**

Caserne de l'EGM

Quartier BAYARD – 55430 BELLEVILLE SUR MEUSE

### **1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION**

Il s'agit d'un marché forfaitaire unique, passé selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article R 2123-1 du Code de la commande publique.

### **1.4 ALLOTISSEMENT**

Le marché est composé des lots suivants :

- Lot 01 : Couvertures/Etanchéité
- Lot 02 : Sanitaire/Ventilation
- Lot 03 : Peintures/Revêtements de sols

### **1.5 TRANCHES**

Le marché n'est pas découpé en tranches

### **1.6 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le marché ne comporte de prestations supplémentaires éventuelles.

### **1.7 INTERVENANTS**

#### *1.7.1 Maître d'ouvrage*

Le Général de corps d'armée **Olivier KIM**  
Région de gendarmerie du Grand Est  
Bureau de l'immobilier et du logement  
1, rue St-Barbe  
57000 METZ

#### *1.7.2 Maîtrise d'œuvre*

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

SATM – Bureau d'Etude Bâtiment

57300 AY SUR MOSELLE

[contact@stam57.fr](mailto:contact@stam57.fr)

#### *1.7.3 Bureau de contrôle*

La mission de contrôle technique est assurée par :

SOCOTEC Construction

10 Avenue de Thionville

57140 WOIPPY

Mme Élise BALBO – 06 07 46 44 93

[elise.balbo@socotec.com](mailto:elise.balbo@socotec.com)

#### *1.7.4 Coordonnateur SPS*

La mission de coordinateur SPS est assurée par :

BUREAU VERITAS

5 rue Pablo PICASSO

57365 ENNERY

Mme Jennifer POINTEAUX THIEL – 06 78 42 14 14

[serviceclientgrandest.construction@bureauveritas.com](mailto:serviceclientgrandest.construction@bureauveritas.com)

#### *1.7.5 OPC*

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) est assurée par :

Sans objet

### **1.8 DURÉE**

Le marché débute à compter de sa date de notification et se termine au parfait achèvement des travaux.

### **1.9 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

#### *1.9.1 Délai initial*

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation des travaux est d'une durée de six (6) semaines.

L'exécution des prestations débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux (préparation comprise), ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur ou son représentant transmettra un ordre de service unique prescrivant le démarrage des prestations incluant la période de préparation et l'exécution des travaux.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations de travaux ne saurait dépasser douze (12) mois (dont la période de préparation de six (6) semaines).

Le délai d'exécution sur lequel s'engage le titulaire est précisé à l'acte d'engagement.

A titre indicatif, la date prévisionnelle du début des prestations est estimée au 01/11/2025

#### *1.9.2 Prolongation du délai d'exécution*

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur uniquement par voie d'avenant, par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée, ou tout moyen permettant d'accuser réception certaine, adressée au maître d'œuvre avec copie au représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne désignée à cet effet, les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Après avis du maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le représentant du pouvoir

adjudicateur octroie par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, cette prolongation sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage.

### Jours d'intempéries

En vu de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 20 jours.

## **1.10 CLAUSE DE RÉEXAMEN**

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification pour cause de circonstance imprévue ne peut excéder 50 % du montant du marché initial.

## **1.11 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **2 PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1), et son annexe financière [DPGF];

- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire, et le calendrier prévisionnel détaillé ;
- le mémoire de réponse environnemental ;
- l'engagement d'insertion sociale,
- les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

### **3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES**

Conformément à l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de gestion des déchets, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans son « mémoire de réponse environnementale » remis au moment du dépôt de l'offre et à mettre tout en œuvre pour répondre aux objectifs qui y sont fixés.

Ces règles lui sont applicables dès signature du marché, et il est responsable du respect de celles-ci par ses éventuels sous-traitants.

### **4 DISPOSITIONS SOCIALES**

#### **4.1 CONDITION D'EXÉCUTION RELATIVE À L'INSERTION DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI**

Le SGAMI, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ce marché comporte une clause d'insertion sociale pour les lots suivants :

- Lot 01 : Couvertures/Étanchéité
- Lot 02 : Sanitaire/Ventilation
- Lot 03 : Peintures/Revêtements de sols

Les heures d'insertion sont réparties selon le tableau ci-dessous :

Référence du Lot	Nombre d'heures d'insertion
Lot 01 : Couvertures/Étanchéité	140
Lot 02 : Sanitaire/Ventilation	266
Lot 03 : Peintures/Revêtements de sols	105

#### **4.2 PUBLICS ÉLIGIBLES**

Les publics éligibles au dispositif clause sociale d'insertion sont les suivants :

##### **Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :**


- Les personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégé : salarié des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ainsi que des salariés d'une entreprise d'insertion (EI) ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)
- Les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la 2ème Chance (E2C) ;
- Les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualifications (GEIQ) ;
- Les personnes sous-main de justice employés en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence de travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectés auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

##### **Les personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :**

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- Les demandeurs d'emploi allocataires du RSA,

- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Les Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMW, en sortie de dispositif garantie Jeunes ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
- Les personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association intermédiaire (AI) ou par une entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ainsi que des salariés d'une entreprise d'insertion (EI) ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI) ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple «Ecole de de la 2ème Chance».

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, de la Maison de l'Emploi, des Missions Locales ou de Cap Emploi, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

 **L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.**

**Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par ex. contrat en alternance)**

### 4.3 LES MODALITÉS DE RÉALISATION

Cela consiste, pour l'entreprise attributaire retenue, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou au groupement avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (ETTI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH) ou une entreprise adaptée.
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), à une entreprise de travail temporaire (ETT), à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou à une association intermédiaire (AI), à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), à une entreprise adaptée (EA), à un établissement d'aide par le travail (ESAT), à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
- 3ème modalité : l'embauche directe, de personnes éligibles, par l'entreprise titulaire du marché en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrat en alternance.

### 4.4 LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette clause le maître d'ouvrage propose aux entreprises un dispositif d'accompagnement de la Maison de l'Emploi Meusienne qui peut être mobilisé par le titulaire, tant en amont de la phase de préparation du marché que lors de l'exécution de celui-ci.

Les entreprises souhaitant obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

Magali HALBUTIER

Facilitatrice Nord Meusien

06 78 42 24 47

[halbutier.m@mde-meuse.fr](mailto:halbutier.m@mde-meuse.fr)

Le facilitateur a pour mission :

- D'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétences, ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause (embauche directe, mise à disposition, ...) ;
- D'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- D'organiser le suivi des publics ;
- De mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

#### **4.5 LA GLOBALISATION DES HEURES D'INSERTION**

Si dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès des maîtres d'ouvrage la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

#### **4.6 SUIVI ET CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit tous les mois, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Sinon le facilitateur doit les obtenir de l'entreprise elle-même. Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10 du CCAP.

À l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

#### **4.7 DIFFICULTÉS ÉVENTUELLES DE RÉALISATION**

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas l'acheteur et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause sociale d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

#### **4.8 LES PÉNALITÉS POUR INOBSERVATION DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 euros par heure d'insertion non réalisée.
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **4.9 9 – RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RGPD**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause » développé par la Sté Citizen du group Up à la demande de l'Alliance Ville emploi qui a fait une déclaration à la CNIL.

Il est convenu qu'il n'y aura dans le suivi de l'application de la clause sociale d'insertion sociale, aucune transmission de données à caractère personnel. Le cas échéant, les bilans et documents d'évaluation transmis seront anonymes. Les mesures d'anonymisation correspondent à des mesures permettant de rendre impossible l'identification des personnes concernées et notamment par des techniques d'individualisation, de corrélation ou encore d'inférence.

### **5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

#### **5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES**

Le titulaire peut désigner, dès la notification, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI Est, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution du marché ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant le marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les **quinze (15) jours** qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

## **5.2 TITULAIRE ETRANGER**

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

## **5.3 CO-TRAITANCE**

La composition du groupement et son mandataire sont présentées au stade de la remise des offres.

## **5.4 SOUS-TRAITANT**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) précisant :

- Le numéro d'engagement juridique du marché (EJ);
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;

- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- les capacités professionnelles et/ou références, les effectifs annuels moyens, et le chiffre d'affaire du sous-traitant, sur les trois derniers exercices ;
- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

## **5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG**

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire du marché, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son

paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC).

## **5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS**

Sauf mention contraire, tout délai imparti au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir à 0h00, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit, le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

## **5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS**

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
  - via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) ;
  - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Lorsque la notification est effectuée par le profil d'acheteur, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à l'issue de ce délai.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée du marché et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

## **5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ**

### **5.8.1 *Obligation de confidentialité***

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent marché.

La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

#### *5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site*

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux. Une procédure de vérification quotidienne de présence sera mise en place avec le maître d'ouvrage et les utilisateurs du site. Un plan de prévention sera rédigé mentionnant la liste des personnes autorisées à travailler sur le site.

Dès réception de la notification du marché, l'entreprise adressera dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage (minimum deux (2) semaines avant le début des travaux), la liste des employés amenés à accéder au site ainsi qu'une copie des pièces d'identité. Pour chaque personnel devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures.

Les employés des entreprises devront porter de façon visible leur carte professionnelle afin de pouvoir être facilement identifiés.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-Travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à

modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le maître d'ouvrage et le responsable du site devront en être avisés dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

### *5.8.3 Mesures de sécurité*

Le titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux, et aux dispositions de l'article R.4532-56 et suivants du Code du travail.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels ont l'obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention et s'engagent à respecter les prescriptions du Plan Général de Coordination (PGC) établi par le Coordonnateur SPS.

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation, par les intervenants et/ou titulaires, des mesures de coordination et des procédures de travail qu'il a définies, ainsi que des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier auquel il a libre accès.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées des sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition les déclarations de sous-traitance;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés (article L.5212-1 à 4) et de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

## **5.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues ci-après.

## **5.10 CONNAISSANCE DU SITE**

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- eu éventuellement l'occasion de procéder à une visite détaillée du terrain et des existants, et dans ce cas avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

## **5.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (« règlement général sur la protection des données » RGPD).

Pour toute question relative à la protection des données, les parties pourront prendre l'attache du :

- Délégué Ministériel à la Protection des Données (DMPD) – [delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr](mailto:delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr)
- et du Correspondant à la protection des données pour la Zone Est - M. Michel GILBERT – [michel.gilbert@interieur.gouv.fr](mailto:michel.gilbert@interieur.gouv.fr)

L'ensemble des données transmises dans le cadre de ce marché seront utilisées uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

## **5.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE**

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12 ; L.3243-1 à L.3243-2 ; L.3243-4 ; R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché, les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. Le marché peut également être résilié pour faute.

## **6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX**

Le titulaire doit fournir tous les matériaux et matériels en respectant les dispositions du CCTP. Avant toute exécution, ces matériaux ou matériels devront être soumis pour agrément définitif au maître d'œuvre (notices, avis techniques, échantillons...) afin de lui permettre de vérifier leur concordance avec les prescriptions du CCTP.

Les travaux doivent être conformes aux stipulations aux prescriptions techniques ainsi qu'à la réglementation en vigueur.

## **6.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX**

### *6.2.1 Programme d'exécution des travaux*

Le titulaire dresse un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumet au visa du maître d'œuvre au plus tard 10 jours après la notification du marché.

Le titulaire (et le cas échéant, ses cotraitants et sous-traitants) établit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de sept (7) jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

## **6.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique.

## **6.4 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

### *6.4.1 Installation de chantier*

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### *6.4.2 Signalisation de chantier*

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Conformément à l'article R. 8221-1 du Code du travail, doivent figurer sur des panneaux lisibles depuis la voie publique : le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier, dès lors que le chantier concerné a donné lieu à la délivrance d'un permis de construire.

En application de l'article D. 4711-1 du même code, l'adresse et le numéro d'appel de l'inspection du travail compétente et le nom de l'inspecteur compétent doivent être affichés dans les locaux normalement accessibles aux salariés travaillant sur le chantier. Ces dispositions s'appliquent également à tous les sous-traitants.

## **6.5 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER**

### **6.5.1 Gestion des déchets et nettoyage de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « *producteur* » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire reste « *producteur* » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

L'enlèvement des gravois doit se faire vers des centres de tri agréés. Une attention particulière doit être apportée concernant l'évacuation des matériaux amiantés.

En vertu de l'article R.541-8 du Code l'environnement, relatif à la dangerosité des déchets liés à l'amiante, le titulaire s'engage respecter les prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2002 (transport des marchandises dangereuses par route). Afin de vérifier leur traçabilité, le titulaire établit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (CERFA n°11861\*03) qu'il communique au pouvoir adjudicateur.

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs relevant du domaine public doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire est redevable de pénalités prévues.

### **6.5.2 Repliement des installations et remise en état**

Les délais d'exécution contractuels incluent les opérations de repliement des installations de chantier, de remise en état et de nettoyage du chantier.

### **6.5.3 Documents à fournir**

Le titulaire remet au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents à la charge du titulaire et le dossier des ouvrages exécutés (DOE) doivent être remis conformément aux dispositions du CCTP.

- avant duplication éventuelle, le titulaire remet un exemplaire du DOE au maître d'œuvre pour vérification de son contenu (qualité et véracité des documents, dernière version des documents et plans,...).

- après validation du maître d'œuvre, le titulaire remet au maître d'ouvrage les documents, si possible par voie dématérialisée.

Les documents numériques du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et ceux nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers du marché.

## 7 RÉGIME FINANCIER

### 7.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaires.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales. Les prix sont ceux indiqués dans le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

### 7.2 RÉVISION DES PRIX

La date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre, qui permet de définir le « mois zéro » (MO).

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

$$Pr = Po \times [0,15 + 0,85 \times (In-3/Io)]$$

*Pr = Prix révisé de la situation mensuelle H.T*

*Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T*

*In-3 = valeur de l'index concerné du mois « n-3 »*

*Io = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix « mois zéro »*

L'index de référence « I », choisis pour la révision des prix dans le cadre du présent marché est :

- ➔ LOT 01 : Index BT 32 – Couverture/Étanchéité
- ➔ LOT 02 : Index BT 41 – Sanitaire/Ventilation
- ➔ LOT 03 : Index BT 46 – Peintures/Revêtements de sols

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations ou, à défaut, la dernière valeur connue lors de la situation.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si

celle-ci est antérieure. La date de réalisation des prestations peut éventuellement être modifiée dans les conditions prévues aux articles 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG – Travaux.

En outre, si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG – Travaux, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Conformément à l'article R.2191-28 du CCP, lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, l'acheteur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision de prix sera arrondi au millième supérieur conformément au CCAG.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte, les acomptes étant mensuels.

### **7.3 AVANCE**

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance égale à cinq (5) % du montant initial du marché ne faisant pas l'objet de sous-traitance lui sera accordée, quel que soit le montant du marché, sous réserve que la durée d'exécution des prestations soit supérieure ou égale à deux (2) mois (période de préparation incluse).

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à trente (30) % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise selon l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

#### **7.4 ACOMPTES**

Conformément à l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les marchés passés par les acheteurs mentionnés à l'article L.2191-1 donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Les modalités de calcul et de paiement des acomptes dans le cadre d'un marché public de travaux sont prévues par l'article 12 du CCAG-Travaux. Le paiement des acomptes est effectué sur la base du décompte mensuel, à partir duquel est établi un état d'acompte mensuel.

En cas de désaccord, le représentant de l'acheteur règle les sommes admises par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire inclut dans sa demande d'acompte les sommes à verser au titre du paiement direct à son sous-traitant, il lui appartient de procéder au paiement du sous-traitant afin d'éteindre la créance née de la réalisation des travaux.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de la TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

#### **7.5 RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie est appliquée conformément aux dispositions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la date de réception des travaux. La garantie prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux est applicable à l'ensemble des travaux exécutés dans le cadre du présent marché. Elle ne fait pas obstacle à la mise en jeu de la responsabilité contractuelle des titulaires à l'égard du maître de l'ouvrage.

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 % dans les conditions prévues à l'article R.2191-33 du Code de la commande publique. Pour les marchés publics conclus par l'État et une Petite et Moyenne Entreprise, ce taux est de 3 %.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions fixées à l'article R 2191-36 et suivants du CCP. La substitution de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée. La

garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché y compris les modifications en cours d'exécution.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du Code de la commande publique.

## **7.6 CESSIION OU NANTISSEMENT**

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

## **8 RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **8.1 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux.

Le titulaire avise le représentant de la personne publique et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre a alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception des ouvrages dans le délai fixé, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de dix (10) jours pour fixer la date de ces opérations, à l'issue duquel la réception des travaux est réputée acquise en l'absence de réalisation desdites opérations.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-Travaux : le délai pour faire connaître au titulaire si le maître d'œuvre a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages est de dix (10) jours.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, la date d'achèvement des travaux est notifiée au titulaire dans les dix (10) jours suivant la date du procès-verbal.

### **8.2 GARANTIES**

#### *8.2.1 Garantie de parfait achèvement*

A l'exception des prestations pour lesquelles le CCTP précise des délais de garanties différents, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

#### *8.2.2 Garantie de bon fonctionnement*

Le titulaire est également tenu à la garantie de bon fonctionnement pendant deux (2) ans à compter de la réception, conformément aux articles 1792 à 1792-3 du Code civil.

### 8.2.3 Garantie décennale

Au titre de la garantie décennale, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil. Il communiquera au plus tard dans un délai de quinze (15) jours après notification du marché, la copie de l'attestation d'assurance garantie décennale du chantier.

## 9 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 9.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

Les modalités de règlement des comptes sont définies conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

### 9.2 DEMANDES DE PAIEMENTS MENSUELLES

Les demandes de paiement mensuelles sont présentées sous forme de projets de décompte mensuels établis par le titulaire conformément à l'article 12.1 du CCAG pour le versement des acomptes, via chorus pro, permettant de donner une date certaine.

Ce projet de décompte comporte en en-tête les indications suivantes:

- 1) la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et le cas échéant celles des sous-traitants payés directement accompagnée de l'attestation de paiement direct ou la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire (un fichier par pièce jointe) ;
- 2) les références du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- 3) l'objet succinct du marché ;
- 4) la période au cours de laquelle ont été effectués les travaux qui font l'objet de la demande de paiement

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas de caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

### 9.3 PAIEMENT FINAL – DÉCOMPTÉ GÉNÉRAL – SOLDE

Conformément à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire du lot concerné au présent marché transmet au maître d'œuvre et/ou au maître d'ouvrage le projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours suivant la notification de la décision de réception des travaux (avec ou sans réserve).

Le maître d'œuvre instruit et établit le décompte final se rapportant aux travaux réalisés, tels qu'ils sont indiqués dans le DPGF du lot concerné. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

Le maître d'œuvre établit ensuite le projet de décompte général à partir du décompte final et selon les stipulations de l'article 12.4.1 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage valide, le cas échéant rectifie, et signe le projet de décompte général. Celui-ci devient alors le décompte général.

#### 9.4 PRÉSENTATION DES FACTURES

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous format électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur<sup>1</sup> » par EDI :
  - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
  - en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au « concentrateur ».
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :  
[https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)
  - en déposant ses factures ;
  - en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

[chorus-demat@interieur.gouv.fr](mailto:chorus-demat@interieur.gouv.fr)

Numéro de SIRET du SGAMI EST : **11000201100044**

Numéro de Service Exécutant (SE) : **MI5PLTF057**

#### ➔ **Mentions obligatoires :**

Outre les mentions légales, la facture comprend obligatoirement les indications suivantes :

- le numéro d'Engagement Juridique Chorus (EJ composé de 10 caractères numériques) ;
- la date du marché ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;

---

<sup>1</sup> Le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État

- la référence de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou du répertoire des métiers ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;
- le numéro et la date de la facture.

**Si le titulaire se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, il est prié de le préciser dans son dossier d'offre.**

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

## **9.5 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'État).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

## **9.6 PAIEMENT DES COTRITANTS**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf mention contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux.

## **9.7 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Le règlement des sous-traitants s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

## **10 PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail, fiche incident).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

En cas de retard ou de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités suivantes lui sont appliquées :

<b>Pénalité</b>	<b>Montant (TVA non applicable)</b>
Absence à une réunion de chantier	<b>200 €</b> par absence
Retard de plus de 20 minutes à une réunion de chantier	<b>50 €</b>
Retard dans l'exécution des travaux du fait du titulaire	<b>300 €</b> par jour calendaire de retard par rapport au planning détaillé d'exécution
Insertion sociale : Non application	Voir pénalités à l'article 4.8 du CCAP

(même partielle) de la clause d'insertion  Non transmission des renseignements prévus à l'article 4 du CCAP	
Insuffisance de propreté et de tenue en état des abords en cours de chantier, ou des zones de chantier et du nettoyage complet en fin de chantier	<b>Forfait de 200 €</b>  Indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire, au nettoyage du chantier, des abords et des voies de circulation par une entreprise tierce de son choix.
Non-respect de la fréquence d'évacuation des déchets	<b>200 €</b> par constat
Dépôt de déchets en dehors de la zone de stockage définie avant travaux	<b>100 €</b> par constat
Non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier	<b>50 €</b> par jour d'infraction  Sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.  En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépens du titulaire par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou d'un de ses représentants.
Non-repliement des installations de chantier (base vie, zone de stockage, clôtures de chantier, ...), nettoyage et remise en état des emplacements occupés durant les travaux	<b>100 €</b> par jour calendaire de retard  Indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire, au repliement des installations par une entreprise tierce de son choix.
Retard dans la remise du DOE	<b>50 €</b> par jour calendaire de retard
Retard dans la remise des documents prévus à l'article 5.7.3 « mesures de sécurité »	<b>50 €</b> par jour calendaire de retard
Non-remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution	<b>50 €</b> par jour calendaire de retard

## **11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 8 CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou leur exécution.

## **12 RÉSILIATION**

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant initial du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Il en est de même en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13 MÉDIATION

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

### 14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire , il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

## 15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de NANCY est seul compétent en la matière.

Tous les documents, mémoires, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-Travaux :

Article du CCAP	Article du CCAG
1.9 Délais d'exécution	28.1 et 18.1.1 et 18.2
2 pièces contractuelles	4
5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site	31.4.5
8 Réceptions des travaux	41 – 41.2 – 41.3
10 Pénalités	19.2.4 et 19.2 et 52.1